

<https://www.ricochets.cc/Le-mouvement-Defund-The-Police-veut-demanteler-la-police-aux-Etats-Unis.htm>
↓



Le mouvement « Defund The Police » veut démanteler la police aux Etats-Unis

- Les Articles -

Date de mise en ligne : samedi 4 juillet 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

New York (États-Unis).- Moins ou pas de police : le débat faire rage aux États-Unis. Un mois après la mort de George Floyd, un Afro-Américain tué par un policier blanc à Minneapolis (Minnesota) le 25 mai, les appels à réduire ou supprimer les départements de police locaux se multiplient dans un pays qui avait pris l'habitude de glorifier ses forces de l'ordre au cinéma ou à la télévision. Porté par plusieurs associations et élus progressistes, le mouvement « Defund the police » (« Démantelez la police ») a déjà obtenu des résultats.

À New York, dans la nuit du 30 juin, la ville a adopté un budget réduisant de plus d'un milliard de dollars les fonds alloués au NYPD (New York Police Department), la plus grande force de police locale aux États-Unis. Le maire démocrate Bill de Blasio a également décidé d'annuler le recrutement de plus de 2 000 agents, en plus de démanteler une unité de 600 agents en civil spécialisée dans les crimes les plus violents et impliquée dans plusieurs affaires de violence policière. Des centaines de manifestants de Black Lives Matter sont allés jusqu'à établir un campement devant la mairie pour mettre la pression sur les élus locaux (lire ici l'article de notre partenaire Jacobin).

À Minneapolis, le conseil municipal a voté, contre l'avis du maire, pour le démantèlement de la police locale, vieille de plus de 150 ans. Dans cette ville encore meurtrie s'ouvre maintenant une période d'un an où les habitants, en particulier « les Noirs, Amérindiens, personnes de couleur, immigrés, victimes de violence et autres acteurs historiquement exclus ou mal servis par le système actuel », plancheront sur un modèle de maintien de l'ordre alternatif.



Around the New York City City Hall, protesters occupy the area and demand less funding for the police, June 30, 2020. © William Volcov /BRAZIL PHOTO PRESS /AFP

« Depuis quelques semaines, on sent une ouverture pour parler de ces sujets, analyse Kamau Walton, membre de Critical Resistance, une association qui vise à mettre un terme au « complexe industrialo-carcéral ». « Après la mort de Michael Brown [un jeune Noir tué dans la rue par un policier blanc - ndlr] à Ferguson en 2014, on a équipé les policiers de caméras au corps, augmenté les financements de la police, lancé des formations... Cela n'a pas empêché les Noirs de continuer à se faire tuer. Aujourd'hui, on se demande quelle est la mission de la police. Qui sert-elle ? Quelles sont les alternatives ? »

Critical Resistance fait partie des nombreux groupes de la galaxie « abolitionniste », comme se font appeler les partisans de la fin de la police. Le groupe, co-fondé en 1997 par la militante noire Angela Davis, défend notamment « 8 to Abolition », une campagne en huit étapes destinée à supprimer les forces de l'ordre et les prisons, vues comme des outils d'oppression et de violence héritées de l'ère esclavagiste. « Beaucoup de gens dans ma famille n'appellent pas la police, car ils ne se sentent pas en sécurité », poursuit Kamau Walton, qui est noire.

Pour cette militante, la suppression de la police permettrait de dégager des fonds pour résoudre les problèmes sociaux et économiques aux racines de la criminalité : « On met énormément d'argent dans la police plutôt que de

Le mouvement « Defund The Police » veut démanteler la police aux Etats-Unis

lutter contre le mal-logement, la pauvreté, le chômage... On criminalise les minorités plutôt que de financer des services de santé mentale par exemple. »

Le mouvement Defund the Police n'est pas monolithique. Les partisans d'une suppression pure et simple de la police y côtoient les défenseurs de « moins de police », qui militent pour une réduction des missions données aux forces de l'ordre, la fin de leur militarisation et un redéploiement d'une partie de leurs budgets au profit de programmes sociaux (éducation, logement, emploi...).

Ce chemin « réformiste » est celui que poursuit Albuquerque, la plus grande ville du Nouveau-Mexique. Son maire a annoncé, à la mi-juin, la création d'une agence entièrement consacrée à la gestion des plaintes liées à la consommation d'alcool, aux sans-abri, aux addictions et à la santé mentale, de manière à délester la police locale et les pompiers. Elle sera composée de travailleurs sociaux, de spécialistes des sans-logis et de professionnels de la prévention de la violence. Aucun de ses membres ne sera armé.

Depuis un mois, journalistes et élus redécouvrent l'exemple de Camden, ville du New Jersey, citée par Barack Obama comme un modèle de réforme policière à suivre. En 2013, cette ville pauvre et très violente en banlieue de Philadelphie a démantelé sa force de police pour des raisons de coûts. Mais, plutôt que d'en rester là, une autre force a été reconstituée avec de nouvelles recrues au niveau du comté.

Cette police 2.0 a progressivement revu ses protocoles d'usage de la force, prônant notamment la désescalade (recours de la force létale en dernier recours, prise en compte de l'état de santé d'une personne interpellée, usage de la force proportionné, obligation d'intervention des policiers en cas d'infraction par les collègues...).

Le chef de la police de l'époque, Scott Thomson, a également décidé d'encourager les contacts avec la population. Il a initié des événements de proximité (barbecues, activités sportives...) pour restaurer la confiance entre sa force de police très blanche et les résidents essentiellement noirs et hispaniques (93 %) de la ville. Résultat : le nombre de plaintes pour « force excessive » a considérablement baissé dans une ville connue pour ses cas de violence policière contre des minorités.

Cependant, Camden est loin d'être le modèle rêvé du mouvement « Defund ». Les effectifs du Police Department ont doublé depuis le démantèlement et son budget est désormais supérieur à celui des polices des villes voisines de taille similaire. « Il faut investir dans les formations et la technologie pour perfectionner les agents. Il y a 400 personnes dans le département avec pour chacun sa personnalité. Il faut pouvoir les former à la désescalade en permanence, pas seulement quand il y a une crise », souligne Joe Wyszocki, le chef de police de Camden.

C'est également le message de Joe Biden, le candidat démocrate à la présidentielle de 2020. Loin de soutenir une baisse des financements accordés aux policiers, il défend le déblocage de 300 millions de dollars pour « donner aux départements les ressources dont ils ont besoin pour mettre en oeuvre les réformes qui ont du sens ».

Le cas de Minneapolis, où une alternative à la police doit être dessinée, sera très scruté. « Ce modèle alternatif émanera de la population. Il sera co-créé, flexible et inclusif pour comprendre les minorités raciales et les personnes d'identités sexuelles différentes », explique Jae Hyun Shim, membre de MDP 150, une association « abolitionniste » de Minneapolis. « La ville a eu des chefs de police progressistes, mais cela n'a pas empêché la mort de George Floyd. On ne peut pas faire un nouveau gâteau avec de la mort-aux-rats. Nous voulons autre chose. »